

D. Méda

Article Richesse

In Dictionnaire de l'autre économie, sous la direction de JL Laville et A D Catani

Aujourd'hui, et pour la majeure partie des Etats, qu'ils soient ou non développés, un pays est d'autant plus riche qu'il a un Produit Intérieur Brut (PIB) important avec un taux de croissance élevé. Cette assimilation de la richesse au PIB ne va pourtant pas de soi. Il est nécessaire de comprendre comment elle a été établie, puis d'en faire la critique, avant de proposer des mesures et des définitions alternatives.

Le coup de force de l'économie

Pour comprendre la manière dont cette définition s'est imposée, il importe de revenir aux textes. Les Physiocrates et Smith (1991) avaient déjà largement entamé la réflexion, mais c'est Malthus, économiste du dix-neuvième siècle qui, dans ses Principes d'économie politique, publiés en 1820, met le mieux en évidence la manière dont les économistes ont « construit » le concept de richesse avec lequel nous vivons encore aujourd'hui. Le premier chapitre de l'ouvrage est exclusivement consacré à la question de la définition de la richesse. Il s'ouvre sur l'opposition de deux courants de pensée : les Physiocrates qui ont donné une définition trop restrictive de la richesse sont face à ceux qui ont donné une définition trop extensive et pensent que la richesse est : « tout ce que l'homme désire comme pouvant lui être utile et agréable ». « Cette dernière définition, précise Malthus, embrasse toutes les choses, matérielles ou intellectuelles, tangibles ou non, qui procurent de l'utilité ou des jouissances à l'espèce humaine » (REF., PAGE). Or, Malthus va résolument critiquer cette dernière définition.

Parce que, argumente-t-il, nous ne pourrions « aborder aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement ». Voilà le terme important lâché : l'économiste ne cherche pas la « vraie » définition de la richesse, il cherche un moyen de permettre à chaque nation d'exhiber sa puissance et plus précisément d'exhiber, régulièrement, et de la manière la plus précise possible, la manière dont sa richesse s'est accrue (Vanoli, 2003). Il cherche également, cela est essentiel, à stabiliser et à légitimer la science qui s'occupera de cette mesure.

Ne vont donc pouvoir rentrer dans le concept de richesse que les éléments qui seront quantifiables et dont on pourra sans difficultés suivre l'accroissement. D'où l'extraordinaire conclusion de Malthus qui fixe à la fois le champ dont il sera question et la méthode qui aura seule le droit de mesurer les progrès accomplis : « si, avec Monsieur Say, nous voulons faire de l'économie politique une science positive fondée sur l'expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d'embrasser seulement, dans la définition du terme principal dont elle se sert, les objets dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation ; et la ligne qu'il est le plus naturel et le plus utile de tracer nettement est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels ».

La fin a justifié les moyens : c'est parce que l'on cherchait une réalité dont les accroissements pourraient être mesurés par une science en laquelle on pourrait avoir une totale confiance que cette définition-là de la richesse a été donnée, au prix de certaines contradictions, dans lesquelles Malthus s'empêtre longuement, et au mépris d'un certain nombre d'évidences comme du sens commun. C'est pour cette raison que Malthus se croit obligé de préciser qu'un

certain nombre de réalisations (les travaux du moraliste, du législateur, de tous ceux qui unissent leurs efforts pour établir un bon gouvernement...) « peuvent bien aider à augmenter la production » – c'est la question du travail improductif – et que « s'ils ne sont presque rien dans l'ordre de la production, cela ne signifie pas qu'ils n'aient aucune valeur. Quant à leur influence sur des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels, il serait plus exact d'en faire une classe à part, en les rangeant avec des choses dont plusieurs ne peuvent être, sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations. Estimer la valeur des découvertes de Newton ou les jouissances causées par les productions de Shakespeare et de Milton par le prix que leurs ouvrages ont rapporté, ce serait en effet une bien chétive mesure du degré de gloire et de plaisir qui en est résulté pour leur patrie ». D'un côté, la richesse, dont les accroissements se mesurent à travers des quantités et des prix. De l'autre, une réalité dont la valeur est incomparable à son prix. Là encore l'économie fixe son pouvoir : elle reconnaît certes l'infinie valeur d'un certain nombre de choses, mais elle ajoute que, n'étant pas mesurables, elles ne seront néanmoins pas vraiment prises en compte.

La comptabilité nationale, conçue et mise en place dans la plupart des pays occidentaux un bon siècle plus tard, à partir de 1945 pour la France, va reprendre à peu de choses près cette conception : ce qui intéresse la comptabilité nationale, c'est la production, et plus précisément la production marchande. Il y a richesse s'il y a un produit et si ce produit est apporté sur le marché et approprié par quelqu'un, ou, depuis 1976 (année où l'on inclut dans la production la production dite non marchande), si le produit est consommé par quelqu'un même s'il ne le paye pas à son prix. Ce qui compte, c'est que quelque chose soit « produit », c'est-à-dire ait fait l'objet d'une transformation et soit approprié. Et la comptabilité nationale n'a fait que reprendre cette idée que la richesse d'une société se mesure au montant de son PIB (Fourquet, 1981).

Les insuffisances d'une telle définition

Si cette assimilation était compréhensible – et acceptable - au dix-neuvième siècle ou encore au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, dans la période de reconstruction, n'est-elle pas aujourd'hui totalement dépassée ? N'y a-t-il pas quelque chose d'anachronique dans le fait de conserver, pour comparer les performances des sociétés, leur capacité globale à produire et consommer ? Car raisonner ainsi, c'est accepter l'idée que la finalité ultime des sociétés est la production ou faire comme si de la production (et de la consommation) découlait tout le reste. C'est assimiler en tous cas production et bien-être.

Pourtant, dans « Le bien être des Nations » (2001), même la très sérieuse OCDE rappelle que la croissance économique ne s'accompagne pas nécessairement d'une augmentation du bien être et par ailleurs, que PIB et bien-être économique ne se recourent pas, le second agrégat étant plus large que le premier : le PIB n'est qu'un indicateur parmi d'autres de certains aspects du bien-être.

Plus précisément, on peut regrouper les faiblesses du PIB sous trois rubriques :

- le PIB ne valorise pas des types d'activité ou des temps essentiels pour la survie et le maintien des sociétés (« temps avec les proches » ou « temps démocratique ») : ils sont considérés comme improductifs, donc au sens propre du terme productifs de rien ;

- le PIB ne s'intéresse pas à la manière dont la contribution à la production et les revenus issus de celle-ci sont répartis entre les membres de la société (et ne peut donc pas donner de signaux sur d'éventuels facteurs de décohésion sociale) ;
- le PIB ne prend pas en compte les dégâts occasionnés à l'occasion de la production, la production d'externalités, les atteintes au patrimoine collectif dont est doté une société donnée à un temps t. En face de l'acte de production, en face de la valeur ajoutée produite, nulle soustraction (ou addition) sur un compte de capital ou de patrimoine sur lequel on a agi, qui a vécu des transformations. Autrement dit, notre comptabilité nationale n'est pas une comptabilité patrimoniale : elle ne prend pas en considération le patrimoine collectif : patrimoine humain, fait de compétences individuelles et collectives, patrimoine naturel, fait de degrés de qualité des ressources naturelles que nous utilisons au cours des opérations de production, patrimoine de relations sociales dans lequel nous puisons pour produire, patrimoine culturel.

On peut même aller plus loin et défendre l'idée que la principale faiblesse du PIB comme indicateur de bien-être ou de richesse est que ses évolutions ne nous renseignent pas, ne donnent pas d'information ou de signaux fiables sur les risques que certains facteurs peuvent faire peser sur le développement de la société. En effet, si ce à quoi nous sommes attachés, collectivement, c'est au maintien, à la poursuite, à l'inscription dans la durée de notre société (ce qui signifie éviter les états limites où elle pourrait disparaître - guerre civile, guerre, pollution majeure...- et promouvoir les facteurs susceptibles de la faire se maintenir), il est clair qu'il ne nous faut pas prendre en compte les seules évolutions de la production : le développement d'une société ne dépend pas seulement de la valeur des biens et services produits mais aussi de beaucoup d'autres éléments : la qualité de l'air, de l'eau, l'aptitude des individus à la paix, leur capacité à être autonomes, leur niveau d'éducation, de santé, la capacité à ce qu'ils subsistent dans une relative égalité des conditions...

Jusqu'ici on a toujours fait comme si la croissance économique allait de pair avec l'amélioration du niveau de vie de tous, la démocratie, la paix, le progrès ; comme si la croissance économique alimentait, nourrissait la croissance des autres éléments tel le social... Or, il est possible que les choses ne se soient pas toujours passées ainsi ou ne se passent plus ainsi et notamment que la croissance ait désormais des gains de bien être, sociaux, politiques, et écologiques, décroissants. Il est nécessaire dès lors d'analyser scrupuleusement non seulement les évolutions de la croissance de la production et de la consommation mais aussi celle du patrimoine écologique et social dont nous héritons collectivement, d'un ensemble plus vaste donc que les seuls biens et services produits.

On pourrait, à l'instar du PNUD dans le Rapport sur le développement humain de 1996 défendre l'idée que ce qui nous importe, c'est moins la croissance de la production que le développement humain : « le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. Il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain...Il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance, afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement ». C'est désormais la qualité de la croissance que nous devons privilégier en répondant aux questions suivantes : "la croissance, sous la forme qu'elle revêt, accroît-elle la sécurité, la liberté et le contrôle qu'ont les personnes sur leur destinée ? Favorise-t-elle l'équité, aujourd'hui et entre les générations ? est-elle respectueuse de la nature et de ses fonctions essentielles à la vie ? Est-elle susceptible de se traduire par une

plus grande cohésion sociale et par une plus étroite coopération entre les individus ou engendre-t-elle des conflits et la désagrégation de la société ?". Dans cette conception qui considère que le capital dont le développement nous importe est l'ensemble du « capital humain » et non la seule production, "les biens ne doivent pas être valorisés intrinséquement mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté".

Pour de nouveaux indicateurs de richesse

Une société riche n'est pas seulement une société qui produit beaucoup. C'est aussi une société qui, tout en consacrant les efforts nécessaires à la production, met en œuvre les moyens de se prolonger dans la durée et de se développer au sens le plus étendu du terme (le concept de *Bildung* employé par l'idéalisme allemand, et notamment par Hegel, en donne sans doute une bonne idée : il s'agit d'un perpétuel approfondissement de soi-même, une auto-formation). Cette conception implique la possibilité que chacun ait effectivement accès à l'éducation, au travail, à l'autonomie, et donc sans doute également une relative redistribution des revenus issus de la production, la participation du plus grand nombre de personnes à celle-ci, le fait qu'une proportion de personnes ne soit pas définitivement exclue de la société, que les guerres et les violences soient évitées, que les ressources naturelles ne soient pas détruites. Ce ne sont donc pas seulement les flux d'achat et de vente des biens et services qu'il importe de mesurer mais aussi les progrès et les régressions en matière d'accès aux droits, d'accès aux savoirs, d'accès aux soins, d'accès aux moyens ouvrant à l'autonomie, de répartition des biens, de qualité des ressources naturelles...

Aux Etats-Unis et au Canada, de nombreux travaux ont été développés ces dernières années visant précisément à mettre en place de nouveaux indicateurs de richesse ou de bien-être, plus larges que le PIB et visant à compléter celui-ci, voire parfois à s'y substituer. Citons pêle-mêle, les tentatives du PNUD, dès 1990 avec son indicateur de développement humain, celles des Miringoff (1999) avec leur indicateur de Santé sociale, ou encore d'Osberg et Sharpe, avec leur indicateur de bien-être économique (2003). Citons aussi le GIP, Indicateur de progrès véritable et tant d'autres indices (Jany-Catrice, Gadrey, 2003) qui partagent au moins deux points communs : d'une part, donner une idée plus réaliste de ce qui se crée et de ce qui est détruit à l'occasion de l'activité humaine qu'est la production et que l'on a trop tendance à enregistrer systématiquement comme un enrichissement, d'autre part, mettre en évidence que si la courbe représentant les évolutions du PIB ne cesse de progresser depuis les années 1950, la courbe représentant celles d'indices plus larges, tels que ceux que nous avons cités, est au mieux stable, comme si, en effet, les gains en bien-être de la croissance étaient depuis une vingtaine d'années de plus en plus faibles, voire décroissants.

Certes, les critiques n'ont pas manqué à l'endroit de ces nouveaux indicateurs, et notamment leur caractère arbitraire : qui va donc décider que la répartition des biens, l'accès de tous aux soins ou à l'éducation, la préservation des ressources naturelles est une bonne chose ? Cela ne cacherait-il pas un nouveau totalitarisme, comme on l'entend chaque fois que quelqu'un ose parler de projet de société, des fins de la société ou d'une société bonne ? A ce type de critique, une seule réponse possible : discuter du choix des éléments d'une société bonne, discuter de l'interprétation qu'il faut donner des évolutions repérées et des politiques correctrices qui doivent en découler, cela n'est ni du ressort de la technocratie, ni de quelques illuminés mais doit émerger du débat public : débats sur la société nous voulons, débats sur le prix que nous sommes prêts à payer pour une société plus solidaire et plus durable, débats sur

les moyens d'y parvenir. Telle est l'ultime résistance que nous pouvons opposer au « prix », trop souvent présenté comme le nec plus ultra de la rationalité.

Bibliographie :

Fourquet F., *Les comptes de la puissance*, Encres, 1981.

Jany-Catrice F., Gadrey J., *Les indicateurs de richesse et de développement*, rapport de recherche pour la DARES, 2003.

Malthus T., *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, Paris, Calmann-Levy, 1972.

Méda D., *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, 1999, rééd. Champs-Flammarion, 2000.

Miringoff M. and ML, *The Social Health of the Nation*, Oxford University Press, 1999.

OCDE, *Le bien-être des nations*, Paris, OCDE, 2001.

Osberg et Sharpe, "Un indice de bien-être dans plusieurs pays de l'OCDE", *Travail et Emploi*, janvier 2003.

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1996.

Smith A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, GF, 1991.

Vanoli A., *Une histoire de la comptabilité nationale*, Repères, La Découverte, 2003.

Dominique Méda est ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Nationale d'Administration, agrégée de philosophie. Elle a notamment publié : *Le Travail, une valeur en voie de disparition* (Champs-Flammarion, 1998) ; *Qu'est-ce que la richesse ?* (Champs-Flammarion, 2000) ; *Le Travail* (PUF, 2004)